



ACTION PUBLIQUE 2022

Non à la privatisation du service public et à la marchandisation des citoyens !!!

Toulouse, le 9 janvier 2018

Ne laissons pas compromettre l'avenir des territoires de Haute-Garonne, des jeunes, des salariés actifs, précaires ou sans emplois, des retraités ! C'est à nous de décider et d'agir tous ensemble !

Les citoyens doivent demeurer des contribuables/usagers et non devenir des cibles marketing ! Les agents doivent améliorer leur statut et leur carrière !



Tous ensemble public/privé le 12 janvier à Toulouse à partir de 11H30 place Saint - Etienne !

Une opération de démantèlement du service public intitulée Action publique 2022 (CAP 2022) est en cours de lancement. **Ce vaste projet "... met en jeu notre modèle social..."** selon les propos des conseillers de Matignon. Il vise les trois fonctions publiques, les opérateurs publics et les organismes de sécurité sociale.

Une consultation ? Non Sire, une caution !

Avec une mise en oeuvre à partir de mars 2018, le passage en force demeure la règle.

Edouard Philippe prétend lancer une consultation avec **les forums de l'action publique en Région comme à Toulouse le 12 janvier**, alors que le budget 2018 a déjà concrétisé la démarche des 120.000 suppressions d'emplois programmées (70.000 dans la fonction publique territoriale et 50.000 dans la fonction publique d'Etat). **En pleine cohérence, la feuille de route fixée dans sa circulaire du 26 septembre est claire : "...accompagner rapidement la baisse des dépenses publiques avec un engagement ferme de réduire de trois points la part de la dépense publique dans le PIB d'ici 2022..."**.

Il demande aux ministres de proposer des réformes structurelles et de transformation à horizon 2022. Parmi elles on y trouve:

- la suppression des chevauchements de compétences;
- le transfert entre collectivités au secteur privé, voire l'abandon de missions;
- les économies durables et structurelles

Les budgets publics, notre argent, dans les poches des milliardaires !!

La preuve, 50.000 emplois supprimés en 5 ans dans les services de l'Etat, équivalent à 500 millions d'euros de moins par an de masse salariale. Sur un budget de 380 milliards c'est une goutte d'eau en terme financier.

Par contre la goutte d'eau coûtera très cher aux agents en terme de dégradation des conditions de travail et d'impossibilité de remplir les missions pourtant essentielles pour vivre en société. **Elle coûtera très cher aux citoyens** en terme d'égalité d'accès et de réponse à leurs besoins de service public.

On le voit donc, ils nous mentent, ils se moquent des besoins de la population !! **La réduction de la dépense publique est un leurre pour atteindre leur vrai et seul objectif : capter via les actionnaires et les paradis fiscaux les centaines de milliards que représentent l'action publique du pays ainsi que celles de la sécurité sociale financées par nos impôts et nos cotisations sociales !!!**

Dans le même temps, nombre de ministres relayés par les médias aux ordres du capital osent prétendre que ce sont les chômeurs, les sans abris et les migrants qui seraient dangereux pour la société, alors que ce sont bien eux, les délinquants en col blanc qui pillent les richesses produites par les travailleurs! Une honte pour le Pays des droits de l'homme et ceux qui prétendent le gouverner !!

Macron, le PDG de l'entreprise France, et Philippe, le DRH, répondent aux injonctions du conseil d'administration présidé par Gattaz.

Pour ceux qui auront les moyens, payer en plus de leurs impôts, le prix de la prestation à un organisme privé alimentant des fonds de pensions comme dans la Santé et les EHPAD(*), nous ne sommes effectivement plus dans la même société !

Le lien public/privé que la CGT n'a cessé de rappeler avec la casse du code du travail se confirme avec CAP 2022. Ce serait au tour du public de passer à la moulinette. Comme le code du travail et les conventions collectives, tout y passe, y compris avec une première forme d'inversion de la hiérarchie des normes :

- ✓ le CDI de droit privé ;
- ✓ l'intérim et le CDD en lieu et place du statut ;

(*)EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

(**)PPCR : Parcours professionnels, carrières et rémunérations

- ✓ le new management par objectif, la méthode Lean (la fin des burn-out, n'est pas pour demain !)
- ✓ la rémunération au mérite généralisée;
- ✓ la culpabilisation avec la réinstauration du jour de carence ;
- ✓ la formation au rabais;
- ✓ des parcours de carrière plus long avec PPCR(**) ;
- ✓ les restructurations incessantes et la poursuite des mobilités forcées....

Le 12 janvier deuxième forum de l'Action Publique à Toulouse.

La CGT se prononce pour un recrutement massif de fonctionnaires pour répondre à l'évolution démographique et aux besoins de notre époque. **A titre indicatif, pour un premier recrutement de 1 million de fonctionnaires, la dépense serait de 38 milliards dont 18 milliards reviendraient en cotisations sociales et plus de 20% à l'impôt via la consommation.** C'est bien plus utile que les 340 000 euros en moyenne par emploi que nous coûtent les cadeaux fiscaux au Medef (CICE et autres) et sans aucun résultat, sauf pour les actionnaires. De l'argent inutile car jamais redistribué !

Cela ferait aux alentours de 26.000 créations de postes pour la Haute-Garonne. C'est ça qui serait utile aux citoyens et à l'économie locale, c'est ça vivre avec son temps et avoir une vision d'avenir !

LE 12 JANVIER

L'Union départementale CGT de Haute-Garonne appelle à un contre-forum sur la place Saint-Étienne de 11H 30 à 13H30 (sandwichs prévus), en présence de responsables nationaux de la CGT et de délégations de toute la région Occitanie.

